

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE VILLENEUVE

Route de Cahors
BP 234
12200 Villefranche-De-Rouergue

Références : 12-CARMIN-2024-51

Code AIOT : 0006802572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE VILLENEUVE implanté Le Causse 12260 Villeneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un dépôt en octobre 2024 d'un projet de porter à connaissance accompagné d'un formulaire "cas par cas" .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE VILLENEUVE

- Le Causse 12260 Villeneuve
- Code AIOT : 0006802572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit " Le Causse", sur le territoire de la commune de Villeneuve d'Aveyron, est autorisée pour une durée de 25 ans et une production maximale de 85 000 t/an par arrêté préfectoral 2001-1617 du 09 août 2001. La carrière n'était pas en activité le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 11	Sans objet
2	Sécurité au public	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 16	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 4	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 22.1.1	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 22.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est en 5ème phase d'exploitation, elle est entretenue, les voies de circulation sont dégagées. Située en bordure de la RD 545 elle est aisément accessible par une plate forme de transit, facilitant ainsi les manœuvres pour le chargement des camions de transport de matériaux. En octobre 2024, l'exploitant a déposé un dossier au "cas par cas" contenant une demande d'extension avec prolongation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : Située en bordure de la RD 545, la carrière est équipée d'une station de transit qui facilite l'accès, le chargement et les manœuvres des camions de transport des matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité au public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Signalétique
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point défini en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Les signalétiques de sécurité sont présentes, l'accès principal est fermé durant les heures de fermeture du site. Le site est ceinturé d'une clôture "bétail" et l'accès situé au Nord Est en parallèle d'un chemin communal est bloqué par des roches de gisement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Durée
Prescription contrôlée : L'autorisation, valable pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de forage du bénéficiaire. [...].
Constats : La carrière est en 5ème et dernière phase d'exploitation. L'exploitant, afin de pérenniser l'extraction pour les besoins locaux, a déposé en octobre 2024 un dossier projet au "cas par cas" comprenant une demande de prolongation, d'extension, d'augmentation du volume d'extraction et de défrichement. Le projet comprend également la modernisation de l'installation de traitement, et sa migration vers le carreau actuel. Cette migration évitera la visibilité de l'installation, qui est actuellement située à environ 60 mètres de la RD 545. La visite s'est déroulée avec la présence du bureau d'étude en charge de la réalisation du dossier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 22.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement
Prescription contrôlée :

<p>Le ravitaillement et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Au point bas, un séparateur d'hydrocarbures est mis en place. Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé autant que nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé à l'aide d'une cuve GNR. Celle-ci est ceinturée d'un mur étanche et est située à proximité et dans le prolongement de l'aire étanche (Sud site). L'ensemble est relié à un séparateur d'hydrocarbures .</p> <p>Le séparateur est accessible par une grille avaloir, l'ensemble était propre.</p> <p>L'aire étanche est également utilisée pour le stationnement des engins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 22.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Elimination des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'extérieur de l'établissement doit être assurée dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets d'entretien sont triés et stockés dans des conditionnements adaptés dans l'attente de l'évacuation qui est assuré par un prestataire extérieur habilité.</p> <p>Les déchets ne contiennent pas d'huiles à l'usage des engins, les entretiens sont réalisés à l'extérieur du site dans un garage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>